



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE












**Mission de maîtrise d'œuvre pour la régénération de
l'Ecluse 220m d'Amfreville (27)**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 16 mars 2026 à 12:00

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
et Loire Aval**
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mission de maîtrise d'œuvre pour la régénération de l'Écluse 220m d'Amfreville (27)
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans et 6 mois
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5- Durée du marché.....	4
1.6 - Nomenclature.....	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	5
3.3 - Contrôle technique.....	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Visites sur site.....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
6.1 - Transmission électronique.....	11
6.2 - Transmission sous support papier.....	12
7 - Examen des candidatures et des offres	12
7.1 - Sélection des candidatures.....	12
7.2 - Attribution des marchés.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
8 - Récompenses	14
9 – Clause sociale.....	14
10 - Renseignements complémentaires.....	14
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
10.2 - Procédures de recours.....	14
11- Conflit d'intérêts	14
12- Obligation de confidentialité	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation concerne la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de régénération de l'écluse 220 mètres d'Amfreville (27). La mission inclut les études, ainsi que la réception des travaux.

Conformément à la loi MOP, la mission confiée au titulaire sera la réalisation des prestations suivantes :

- AVP : études d'avant-projet
- PRO : études de projet
- ACT : assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, comprenant l'établissement du (des) dossier(s) de consultation des entreprises
- VISA : visa des documents d'exécution et de synthèse réalisés par les entreprises (plans d'exécution, planning général d'exécution ou par lot le cas échéant...)
- DET : direction de l'exécution des contrats de travaux
- OPC : ordonnancement, pilotage et coordination
- AOR : assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA) prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Auxquels s'ajoutent les missions complémentaires suivantes :

- MC1 : l'élaboration d'un document d'incidences (au titre de la Loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique)
- MC2 : l'élaboration du dossier Loi sur l'eau.

Lieu d'exécution :

Voies Navigables de France

Site d'Amfreville sous les Monts

Routes des Ecluses

27380 Amfreville-sous-les-Monts

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou tranches.

1.5- Durée du marché

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 2 ans et 6 mois.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
36.04.02	Prestation de maîtrise d'œuvre (MOE)

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- La décomposition indicative des éléments de mission par prix et temps passés (DIEMPT)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (Rapport diagnostic DIA, Rapport d'inspection des rails)
- L'attestation de visite obligatoire
- Le programme de l'opération et ses annexes.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant deux sous-dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre suivantes :

1/ Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (art. L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP) et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail	Oui
Lettre de candidature DC1	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou équivalent	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
L'extrait k-bis (moins de six mois) ou équivalent ainsi que les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché	Non
Le formulaire DC2	Non

Renseignements concernant les capacités professionnelles et techniques de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet du marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. L'ensemble des références demandées devront être explicitement présentées dans un tableau synthétique.	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles	Non
Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ainsi que les mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Les certificats de qualification professionnelle suivants ou équivalent : - 1803 – Ingénierie de canaux, d'ouvrages fluviaux, hydrauliques ou portuaires courants, - 0704 – Etudes des bassins versants et des milieux aquatiques.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (co-traitance, sous-traitance) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2/ Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr . Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
La décomposition Indicative des éléments de mission par prix et temps passés (DIEMPT)	Non
Relevé d'Identité Bancaire	Non
Une attestation sur l'honneur émanant du candidat individuel ou de chaque entreprise membre du groupement indiquant l'absence de situation de conflit d'intérêt	Oui
L'attestation de visite obligatoire	Non
<p>Un mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La composition, la qualification et l'organisation de l'équipe projet dédiée : <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation du personnel mobilisé, répartition des tâches/rôles entre les membres de l'équipe, références, expériences professionnelles, qualifications, diplômes, formations du personnel dédié ainsi que les Curriculum vitae (CV) correspondants. <p>Les mêmes informations et CV sont à renseigner concernant le chef de projet en mécanique/génie civil ou gestion de projet.</p> <p>Le ou les candidats doivent pouvoir justifier de compétences dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux fluviaux • Génie civil • Structure métallique • Géotechnique • Mécanique-vantellerie • Électricité • Automatisation- contrôle commande • Modélisation hydraulique • Études environnementales <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une note technique détaillée explicitant la méthodologie proposée par le candidat pour l'exécution de chacun des éléments de missions principales (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, OPC, AOR) et missions complémentaires (MC1 et MC2) du marché. La note devra également démontrer une bonne compréhension des objectifs, exigences et contraintes de l'opération et du maître d'ouvrage, à chaque étape du projet. ➤ Phasage et planning d'exécution détaillé. 	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le candidat susceptible d'être retenu devra fournir également :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (art. L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP) et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail.
- Les certificats de régularité fiscale et sociale de l'entreprise délivrés par les administrations et organismes compétents.
- En sus, les attestations d'assurance visées au CCP.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Tous les candidats ont l'obligation d'effectuer une visite du site, dans le cas contraire leur offre sera rejetée par décision du RPA.

A l'issue de sa visite, une attestation de visite sera remise au candidat qui devra être jointe à l'offre.

Cette visite est organisée par le Bureau Maîtrise d'Ouvrage en charge de l'opération au sein de l'UTI Boucles de la Seine. La visite pourra avoir lieu au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Au plus tard 17 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, le candidat est tenu de solliciter un créneau de visite, exclusivement via la plateforme PLACE (section « Question »).

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'imposer une unique date de visite du site, à raison d'une visite de 2 heures par groupement. Le mandataire du groupement doit être obligatoirement présent pendant la visite. Dans le cas contraire, aucune attestation de visite ne sera délivrée.

La visite des lieux a pour but de permettre aux candidats de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières du marché, afin qu'il puisse établir son offre en toute connaissance de cause. En effet, le dépôt d'une offre par un candidat implique en effet de sa part une bonne connaissance des sites et des installations existantes. Cette connaissance des lieux lui permettra notamment d'appréhender les éventuelles difficultés d'accès, d'installation du chantier, d'approvisionnement des matériaux.

En outre, aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des lieux et des prestations ne pourra être opposée à VNF lors de l'exécution du marché. Il est établi que tous les éléments visibles ou identifiables lors de la visite sont réputés connus de l'entreprise, et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

Il est rappelé que les personnes circulant sur les ouvrages de navigation doivent être équipées de leurs équipements de protection individuels (chaussures de sécurité, casque et gilet de sauvetage avec sangle sous-cutané).

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur PLACE du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2821998&orgAcronyme=d4t>

Sous la référence : 2026_VNF_UBS_BMOA_MOE_AMF2

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : fichiers rtf, doc, xlsx, slk, pdf, ppt, pps, dwg, dxf, jpg seront acceptés.

La signature électronique des documents est recommandée dans le cadre de cette consultation.

Chaque document pour lequel une signature est requise peut faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après l'attribution, il sera demandé à l'attributaire, qui a signé l'acte d'engagement en scannant sa signature avant envoi ou qui n'a pas signé électroniquement l'acte d'engagement ou qui a fourni un acte d'engagement avec une signature électronique non reconnue par PLACE comme signature valide, de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou de le rematérialiser par une signature manuscrite originale et, si besoin, de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai raisonnable.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation par le pouvoir adjudicateur, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère Technique	Pondération 70.0 / 100
1- La qualité et l'adéquation de l'équipe projet dédiée et de son organisation	30.0
<i>1.1- L'organisation et la composition de l'équipe proposée par le candidat ainsi que les moyens affectés à cette équipe afin de répondre aux besoins exprimés par le maître d'ouvrage dans le présent marché</i>	<i>10.0</i>
<i>1.2- L'adéquation du volume horaire de chaque intervenant aux éléments de mission (sur la base de la DIEMPT)</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3- Les formations et expériences du chef de projet en mécanique/génie civil ou gestion de projet</i>	<i>10.0</i>
2- La pertinence de la proposition méthodologique	40.0
<i>2.1- La qualité et l'adéquation au cahier des charges de la proposition technique explicitant les méthodes utilisées par le candidat pour les éléments de missions principales AVP, PRO, ACT et les missions complémentaires MC1, MC2 précisés au CCP</i>	<i>15.0</i>
<i>2.2- La qualité et l'adéquation au cahier des charges de la proposition technique explicitant les méthodes utilisées par le candidat pour les éléments de missions principales VISA, DET, OPC, AOR précisées au CCP</i>	<i>15.0</i>
<i>2.3- La qualité et l'adéquation du phasage et planning d'exécution détaillé</i>	<i>10.0</i>
Critère Prix des prestations	Pondération 30.0 / 100

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante, **sur la base de la DPGF** :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (30 points).

Le résultat sera arrondi au centième inférieur et analysé en euros.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans le détail de la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant total de l'offre ne se pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le détail de la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix total indiqué à la décomposition du prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

9 – Clause sociale

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L2112-2 du CCP. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de ce marché, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini au CCP.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2821998&orgAcronyme=d4t)

[publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2821998&orgAcronyme=d4t](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2821998&orgAcronyme=d4t)

Cette demande doit intervenir au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

11- Conflit d'intérêts

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Dans son offre, le candidat devra remettre une attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

12- Obligation de confidentialité

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance pendant la consultation. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au candidat le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.